

Autre entrave importante au rendement: la multitude des marchés relativement petits qu'on trouve en Europe. Tous les pays sont gênés par les restrictions au commerce intra-européen. Il est encourageant de constater que les Européens eux-mêmes reconnaissent que c'est là un des gros obstacles à leur progrès économique. Le plan Schuman pour le charbon et l'acier commence à jouer. Les six pays de l'Europe de l'Ouest qui ont souscrit à ce plan ont décidé d'établir un marché commun pour le charbon et l'acier en supprimant progressivement les restrictions qui, sous forme de droits douaniers, de contingents et autres pratiques contraires à la parité de traitement, gênent le commerce international. Des entretiens préliminaires ont déjà eu lieu quant à la possibilité d'établir ainsi un marché unique à l'égard de certains produits agricoles.

Nonobstant les difficultés avec lesquelles les pays de l'Europe de l'Ouest sont aux prises sur le plan politique, ils n'ont, selon nous, d'autre moyen de contribuer à la solution du problème des comptes internationaux que leur volonté d'appliquer des programmes rationnels grâce auxquels leurs populations pourront vivre selon leurs moyens. Nous ne nous dissimulons pas la difficulté de l'entreprise, mais il n'est pas d'autre solution: s'ils ne se décident pas à vivre selon leurs moyens, il leur faudra ou emprunter, afin de vivre au delà de leurs moyens, ou restreindre leurs importations.

L'hon. M. BISHOP: Sinon, ils se ruineront.

M. HOPE: En effet, ils se ruineront. La plupart des gens se rendent maintenant compte que l'accord de Bretton-Woods, arrêté après la guerre, s'il semblait prometteur à l'époque, ne serrait pas la réalité de très près. Les auteurs de cet accord n'ont pas vu les difficultés d'ordre politique qui surgiraient sur la voie de l'équilibre de la balance des comptes. L'accord de Bretton-Woods était farci de dispositions qui, dans une foule de cas, permettaient aux nations de s'en tenir à des pratiques d'où ne pouvait sortir l'équilibre de la balance des comptes. Autrement dit, il semble que toutes les nations représentées autour d'un tapis vert songent aux divers moyens artificiels qui leur permettraient de maintenir un certain *statu quo*.

L'hon. M. EULER: Que faut-il penser, à ce propos, de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce?

M. HOPE: On peut en dire à peu près autant. La charte de l'Organisation internationale du commerce renfermait également pas mal de clauses de résiliation.

La solution proposée n'a rien de magique. Nous l'avons déjà dit, les difficultés internationales de l'heure tiennent, pour une bonne part, à l'écart très sensible qui existe, pour ce qui est du rendement, entre les pays du dollar et les autres. Lorsque les relations internationales sont stables, les petits écarts en matière de productivité sont compensés par des modifications de prix et de taux de change. Cependant, depuis l'accord de Bretton-Woods, la plupart des pays ont adopté des taux de change rigides, qu'ils se sont efforcés de maintenir en les appuyant sur un réseau de restrictions au commerce. Mais même ces restrictions n'ont pu protéger ces taux de change fantaisistes, de sorte que la région du sterling a subi une dévaluation de quelque 30 p. 100 en 1949.

La dévaluation a provisoirement amélioré la balance des comptes; mais, les gouvernements européens n'ayant pas su maintenir le niveau de leurs prix à l'exportation en harmonie avec le niveau des prix dans la zone dollar, l'avantage découlant de la dévaluation opérée il y a trois ans est presque entièrement disparu.

Pour les pays qui ne font pas partie de la zone dollar, le premier et le meilleur moyen de contribuer à la solution du problème que posent les soldes-dollars serait de parvenir à un régime de coûts et de prix qui correspondît à